

veaux problèmes. Qu'est-ce qui se passe dans ces territoires, qu'elle est la tendance générale de la bureaucratie? La tendance de la bureaucratie est l'assimilation structurelle, telle qu'elle se réalise, en définitive, dans les pays baltes. Pourquoi elle ne la réalise pas maintenant? Parce que ses visées sont neutralisées par l'action et la pression des impérialismes qui freinent et conditionnent et s'opposent à une telle orientation, qui pénètrent dans le glacis, qui y introduisent leurs créatures dans les appareils de gouvernement...

Les impérialismes sont obligés de mentir, parce qu'ils doivent travestir cyniquement leur action pour la défense du système et des intérêts du capitalisme (défense de la démocratie, de la civilisation occidentale, de la spiritualité, de la conscience humaine, etc., etc.). La bureaucratie est obligée aussi de mentir, ne voulant ni ne pouvant poser le problème sur son véritable terrain de classe sous un angle internationaliste et prolétarien.

Par cela même son action défensive prend aussi certains déguisements plus ou moins insolites (lutte contre les éléments « fascistes »; fronts patriotiques etc.). Par cela même, son action prend un caractère essentiellement bureaucratique qui démoralise les masses au lieu de les mobiliser pour l'action révolutionnaire.

Mais, au delà des deux colonnes de fumée, les révolutionnaires marxistes doivent savoir apprécier — et tant pis pour ceux qui ne réussissent pas à le faire — le choc et l'opposition fondamentale de la propriété capitaliste et de la propriété nationalisée pro-socialiste. Et ils doivent tirer de cette contradiction toutes les conclusions qui s'imposent.

Ces conclusions ne signifient pas, naturellement, que l'on doit couvrir devant les masses toutes les actions de la bureaucratie dans ces pays, mais qu'il faut soutenir seulement celles-là qui auront un caractère progressif, anticapitaliste. Mais en le faisant, il faut aujourd'hui mobiliser en même temps les masses contre l'absolutisme politique de la bureaucratie, dénoncer son caractère parasitaire, réactionnaire; ses faux pas et ses compromis avec les impérialismes et la bourgeoisie indigène qui découlent forcément de toute sa politique. En défendant par tous les moyens qui correspondent aux possibilités concrètes de chaque situation les droits et les conquêtes des masses contre n'importe quelle attaque ou manœuvre de la bureaucratie.

Mais l'ennemi principal dans ces pays, même dans ces pays, n'est pas la bureaucratie, mais la bourgeoisie nationale, vendue à l'impérialisme, qui supporte actuellement la tutelle stalinienne, tout en préparant les moyens pour la balayer.

Dénoncer et mettre en évidence les intrigues impérialistes, appeler les ouvriers à s'y opposer, offrir l'unité d'action aux staliniens, telle est la ligne politique à suivre. La seule qui permettra une lutte quotidienne et concrète contre

la bureaucratie stalinienne, lutte susceptible d'être comprise et assimilée par les masses et qui les fasse avancer vers nous.

Quelle position adopter?

Quelles conclusions s'imposent? Qu'il est faux — et très dangereux — de parler de la bureaucratie consciemment restauratrice du capitalisme, de classe nouvelle, de nouvelle bourgeoisie, etc. Qu'il est faux et très dangereux de ne pas comprendre que la défense de l'U.R.S.S. se pose encore, malgré qu'il n'existe pas aujourd'hui d'agression militaire.

Qu'il soit absurde de vouloir appliquer à une telle situation la tactique d'une situation de guerre, cela ne saurait être qu'évident. Mais notre position principale de défense de l'U.R.S.S. trouve un cadre d'application face à la pression et à la campagne antisoviétiques présentes.

Face à cette situation et à ses développements futurs, on peut adopter différentes attitudes. Aux côtés de Londres et de Washington, de façon directe ou camouflée. Aux côtés de l'U.R.S.S. Ou bien se déclarer neutre face à une lutte entre deux impérialismes, etc.

Il est superflu de dire qu'il s'agit là d'un point d'importance capitale. De l'une ou de l'autre position découlent forcément des positions différentes et opposées en U.R.S.S. et dans le monde entier.

Il serait absurde et antimarxiste de vouloir établir, **une fois pour toutes**, un point de vue, une politique face à l'U.R.S.S., comme face à n'importe quel autre problème. Ce dont il s'agit est d'établir, **aujourd'hui**, une caractérisation, une analyse, une politique cohérente et précise face à une situation et à un rapport de forces donnés.

Ceci exige de suivre avec une extrême attention le développement de l'U.R.S.S., son évolution, ainsi que le développement et l'évolution de la situation internationale de la lutte de classes.

Un changement dans le rapport de forces qui permette, dans un pays donné, ou dans un ensemble de pays, le passage à une autre ligne d'action devra être prévu et étudié par nous en temps voulu et utilisé à fond quand il se produira.

Mais pour les marxistes il s'agit toujours avant tout de prendre position dans le cadre d'une perspective générale, face aux faits et aux situations de chaque moment.

Notre prochaine conférence devra adopter, ou pour mieux dire: actualiser notre position sur l'U.R.S.S. Nous croyons, de notre côté, que l'éditorial de la revue « IV^e Internationale » (**Notre position actuelle sur l'U.R.S.S.**) nous donne une bonne base de discussion avec laquelle nous nous déclarons d'accord.

(II) Sur la défense de l'U. R. S. S. par L. Rodas

(Texte approuvé par la Conférence)

Dans le bulletin intérieur du mois de mars, le camarade A. Roura publie un texte sur la défense de l'U.R.S.S. dont la préface nous fait savoir que dans la Conférence du groupe espagnol de mai de l'année dernière, le camarade Martin s'est abstenu de voter la résolution « n'ayant alors pas de position », tandis que Rodas avait voté le texte en faisant, nous semble-t-il nous rappeler, des réserves sur un point précis: Pour ledit camarade — continue Roura — si dans le plan économique de l'U.R.S.S. il n'y a pas eu de modifications substantielles qui en modifient le caractère de classe, par contre, dans sa structure politique, il y a eu des modifications.

Pour mener la discussion comme il se doit, je vais commencer par reproduire le paragraphe du texte adopté, non pas à l'unanimité, contrairement à ce que Roura affirmait dans le B.I. de juin 1945.

« Notre position sur le problème du caractère de classe de l'U.R.S.S. est fondamentalement la même, car quoique des changements soient survenus tant dans l'aspect politique que dans l'aspect économique, ces changements se maintiennent encore sur le plan de la quantité et ne passent pas sur celui de la qualité. »

Dans la même résolution adoptée en mai 1945, on peut lire :